

Maily (FO) : « Sur la loi Travail nous ne lâcherons pas ! »

Républicain Lorrain
22/08/2016

La rentrée s'effectue sous la menace terroriste, qui pèse sur tout le débat public. Comment en tenez-vous compte ?

« La menace est réelle, et nous avons constaté lors des manifestations contre la loi Travail qu'il n'est pas facile de concilier la liberté de manifester et la sécurité. Il n'est donc pas question de faire n'importe quoi. Mais pas question non plus de toucher aux libertés fondamentales, de vivre dans la peur, ce serait une forme de victoire pour les terroristes. La vie continue, et les problèmes d'emploi, de pouvoir d'achat, demeurent. »

Vous ne craignez pas que cette tension affecte les entreprises ?

« Je souhaite que non. Notre position est claire : l'entreprise n'est un lieu ni de débat politique, ni de débat religieux. Le principe de neutralité doit être respecté et nous serons vigilants sur les modifications des règlements intérieurs qui pourraient intervenir. »

13^e journée contre la loi Travail le 15 septembre, un mois



Jean-Claude Maily, secrétaire général de Force Ouvrière.

Photo AFP

après sa promulgation. Pour quoi faire ?

« Ce dossier est un ratage complet. Nous nous sommes trouvés face à un gouvernement hyper-rigide, qui ne connaît pas le mot « compromis »... Nous ne lâcherons pas ! Nous continuerons la bagarre sur le terrain juridique, par des QPC (questions prioritaires de constitutionnalité) ou des recours juridiques européens. Et nous verrons la forme que prendra la journée

d'action du 15 septembre... Mais dès le 7 septembre, je ferai un meeting commun à Nantes avec Philippe Martinez (CGT). Et je n'exclus pas de participer à un débat de la Fête de l'Humanité avec les autres organisations syndicales... »

Le patron de FO chez les communistes ? C'est une première, vos prédécesseurs vont se retourner dans leurs tombes !

« J'ai un principe : quand on a

une position, on peut l'exprimer partout. Nous conservons notre liberté. Historiquement, FO et la CGT, c'est un peu comme deux sœurs ennemies, et s'il peut y avoir ponctuellement unité d'action, il n'y a pas de recomposition syndicale en vue. »

Des élections ont lieu à la fin de l'année dans les très petites entreprises. Qu'espérez-vous, sachant que FO était à 15 % en 2012 ?

« Que la participation soit plus élevée, et que FO progresse, bien sûr. C'est très important, car « petite entreprise » ne doit pas signifier « petits droits ». »

Êtes-vous prêt à rediscuter de l'assurance-chômage ?

« La négociation de la dernière convention a échoué pour deux raisons : la loi Travail, qui a pollué le débat, et la radicalisation du Medef. Si le Medef est dans le même état d'esprit, c'est perdre son temps de rouvrir une discussion. »

À quoi attribuez-vous la radicalisation du Medef ?

« Il joue un jeu politique, certains y préparent l'élection prési-

dentielle. Il y a aussi le comportement de Pierre Gattaz, qui ne cesse de stigmatiser tout le monde. Enfin, il ne faut pas oublier qu'il doit son élection au secteur des services, aux banques et assurances, au clan des libéraux. »

L'échec sur l'assurance chômage ne vous fait pas craindre la fin de paritarisme ?

« Nous sommes attachés au paritarisme, une liberté donnée aux interlocuteurs sociaux de gérer ce qui tourne autour du contrat de travail, au profit des salariés et des entreprises. Et c'est une école de responsabilité. Alors oui, il y a un risque sur le paritarisme, avec une double tentation : le tout-Etat, et le tout-marché. Mais mon inquiétude porte de manière générale sur l'après-présidentielle : comme on reste à droite et à gauche sur une ligne de réformes libérales, je crains que le nouveau président, quel qu'il soit, tape et tape très fort, tout de suite. »

Propos recueillis par Francis BROCHET